

Crise des sous-marins : la France continue de s'obstiner le Royaume-Uni

Si Paris a fini par renouer avec Washington, Londres attend toujours. La crise Aukus vient s'ajouter à une longue liste de contentieux entre les deux pays, depuis le Brexit.

Par [Cécile Ducourtieux\(Londres, correspondante\)](#) et [Philippe Ricard](#)

Avis de grand froid entre la France et le Royaume-Uni. Si l'exaspération des Français s'est apaisée, après [l'appel téléphonique du président Emmanuel Macron au président américain Joe Biden](#), mercredi 22 septembre, elle reste à son comble vis-à-vis de Londres, plus d'une semaine après l'annonce retentissante de l'alliance Aukus. Paris a d'abord traité avec le plus grand mépris la participation jugée « opportuniste » de Londres au projet de livraison à l'Australie de sous-marins américains à propulsion nucléaire, au détriment du contrat signé en 2016 avec la France.

Le Royaume-Uni est la « cinquième roue du carrosse » dans cette affaire, a même lâché le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian. L'ambassadrice à Londres, Catherine Colonna, n'a pas été rappelée, contrairement à ses homologues de Washington et de Canberra : une façon de signifier que Londres n'était pas pris au sérieux, voire ignoré par les dirigeants français. Ces derniers n'ont pas non plus apprécié les derniers commentaires de Boris Johnson, qui a suggéré « à ses meilleurs amis » français, en marge de son déplacement aux Etats-Unis, de « faire une pause » dans leur contre-offensive.

Les médias conservateurs britanniques, [Daily Telegraph](#) en tête, qui peinent à prendre au sérieux les raisons de la « furie » française au sujet d'Aukus, ont fait leur miel de sa tirade en français (« *Prenez un grip about this and donnez-moi un break* », autrement dit : « calmez-vous et lâchez-moi »). Peu soucieux d'apaiser les tensions avec Paris, Boris Johnson en a rajouté dans la provocation, se disant « interloqué » par la colère française.

A la différence des efforts de clarification menés avec Washington, il n'est donc pas question, du côté parisien, d'avoir la même approche avec le Royaume-Uni, qui vit comme une victoire pour son projet stratégique de « Global Britain » sa participation à l'alliance Aukus. Si Jean-Yves Le Drian a rencontré jeudi 23 septembre son homologue américain Antony Blinken à New York, dans la foulée du coup de téléphone Macron-Biden, il n'a pas tenu à voir en tête-à-tête sa nouvelle collègue britannique, Liz Truss, qui en faisait pourtant la demande, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Tout juste se sont-ils serré la main mercredi, lors d'une réunion des pays membres du Conseil de sécurité. Sans photographe.

« Les conditions ne sont pas réunies »

« *Les conditions ne sont juste pas réunies pour entamer un dialogue serein avec les Britanniques* », dit une source diplomatique, excédée par le jeu de Londres. Tenter de sortir de la crise par le haut en relançant des discussions autour d'un éventuel accord de défense et de sécurité entre l'Union européenne et Londres, discussions jusqu'à présent refusées par le gouvernement Johnson ? « *Ce n'est pas vraiment l'esprit du moment* », souligne une source française.

Le projet Aukus n'est que l'ultime sujet de contentieux entre Paris et Londres, dont les relations n'ont cessé de se dégrader depuis l'entrée en vigueur du Brexit, début 2021. Londres, regrette-t-on côté français, ne respecte pas le traité de divorce, en particulier le protocole nord-irlandais (régissant le statut dual de la province, restée pour partie dans le marché intérieur européen), en refusant de mettre en place des contrôles en mer d'Irlande.

Au contraire, les Britanniques se montrent très tatillons à l'égard des pêcheurs français, l'attribution des zones de pêche dans la Manche à ces derniers n'étant toujours pas finalisée. Et le torchon brûle au sujet des migrants : le gouvernement Johnson envisage de refouler vers les côtes françaises les embarcations qui tentent de traverser la Manche. Bientôt, en discussion au Parlement de Westminster, une réforme de l'asile contient des dispositions permettant les « *pushbacks* » (le renvoi des bateaux vers les eaux hexagonales) dont les diplomates français interrogent la conformité au droit de la mer et aux conventions de Genève sur les réfugiés.

La rhétorique agressive de la ministre de l'intérieur, Priti Patel, a exaspéré Paris : elle a reproché cet été à la France de ne pas assez stopper d'embarcations sur le départ, dans le cadre des accords du Touquet (13 000 migrants ont réussi la traversée depuis le début de l'année). « *Le Royaume-Uni serait bien avisé de chercher la coopération plutôt que de critiquer* », souligne un diplomate. Ces divergences en série répondent, vues de Paris, à une même logique : « *Les Britanniques veulent faire la démonstration que Global Britain leur permet de s'affranchir de Bruxelles* », c'est-à-dire de toute forme de coopération encadrée avec les Européens.

Inquiétudes à Londres

A Londres, on en veut à Paris d'avoir tenu avec constance une ligne dure dans la négociation du Brexit avec Bruxelles, de n'avoir rien lâché sur les conditions d'une concurrence juste ou sur l'accès de la City au marché européen. Et de ne pas avoir raté une occasion de souligner les ratés du divorce, depuis qu'il est effectif. Les déclarations d'Emmanuel Macron, en début d'année, ont aussi laissé des traces.

Il avait exprimé des doutes sur l'efficacité du vaccin AstraZeneca, largement utilisé pour la campagne vaccinale nationale et promu par le gouvernement Johnson comme un vaccin national (certes, sorti des laboratoires d'Oxford mais fabriqué par un géant anglo-suédois). Pour Boris Johnson, dont la popularité vacille à mesure que les difficultés s'accumulent dans son pays (manque de main-d'œuvre, augmentation du coût de la vie, menaces de pénuries alimentaires), viser la France est aussi un bon sujet de diversion, avant l'ouverture le 3 octobre de la conférence annuelle des conservateurs.

Ces relations au plus bas entre la France et le Royaume-Uni, voisins et partenaires économiques de premier plan, commence à inquiéter à Londres, y compris chez les conservateurs. Le *Times* a ainsi consacré un de ses éditoriaux à la nécessaire relation avec Paris, recommandant à M. Johnson de plaider l'intégration de la France dans Aukus. « *Snober les Français est une erreur monumentale* », juge pour sa part [dans le même quotidien](#) Matthew Parris, journaliste influent et ex-député conservateur.

En « *temps que puissances nucléaires, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, la France et le Royaume-Uni se considèrent comme des pourvoyeurs de sécurité globale, ce qui signifie, au-delà de la concurrence sur les contrats d'armement, qui n'a rien de nouveau, qu'il y a une logique claire, pour ces deux pays, à travailler ensemble*

dans la zone Indo-Pacifique. Afin d'y créer un cadre sûr, permettant ensuite aux autres Européens de contribuer à la sécurité en Asie », soulignent les experts Alice Billon-Galland et Hans Kundnani, dans une note de recherche de Chatham House, publiée jeudi 23 septembre.